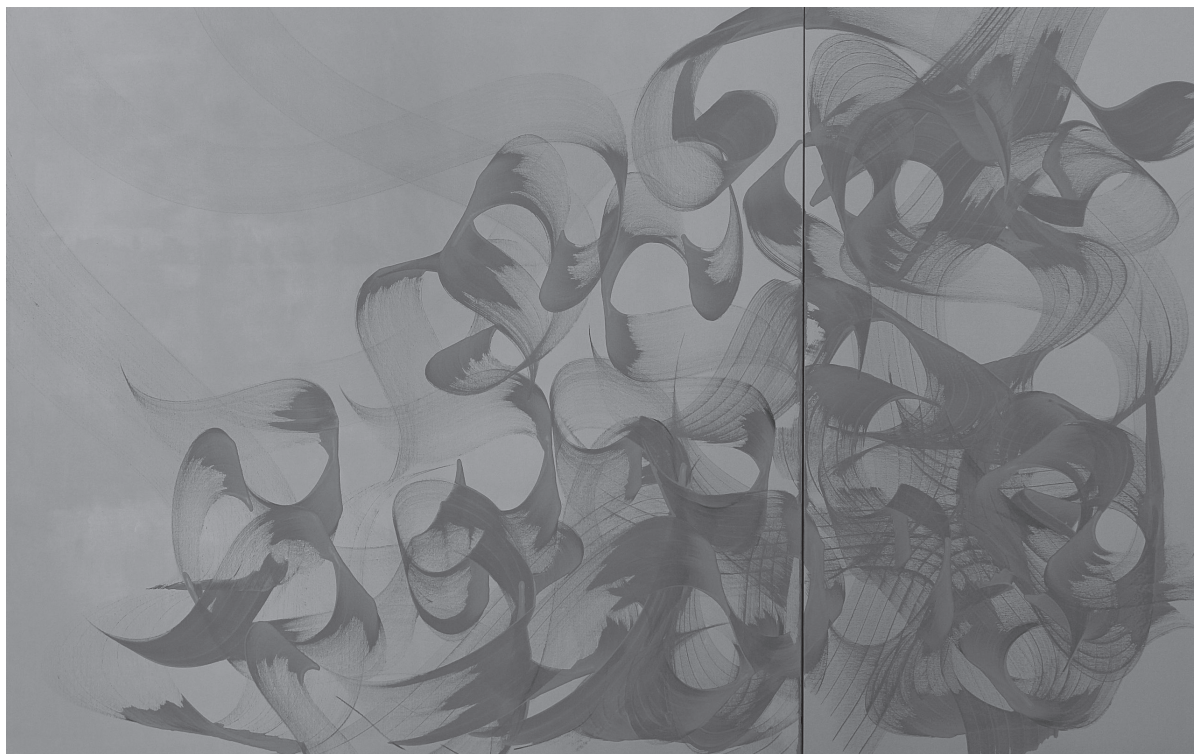


ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Younes Faghihi, calligraphie iranienne, 2020

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

IRAN

Déclaration pour la vie et la dignité du peuple iranien

Cette déclaration, cosignée par le FCE, a été rédigée fin janvier 2026 par l'Armée zapatiste de libération nationale et envoyée à divers groupes et organisations de résistance. À la mi-février, 170 groupes/organisations et plusieurs personnalités à travers le monde l'avaient signée.*

Nous vivons une tempête. Elle n'est ni nouvelle ni passagère. C'est la tempête du capitalisme, de l'impérialisme, du patriarcat et des États qui administrent la mort tout en parlant d'ordre, de stabilité ou de sécurité. Dans cette tempête, ceux d'en haut se disputent les territoires, les ressources et le pouvoir; ceux d'en bas engagent leur corps, leur vie, leurs peurs et leurs espoirs.

En Iran, aujourd'hui, cette tempête frappe avec une violence particulière. Le peuple iranien s'est à nouveau mobilisé contre le régime de la République islamique qui n'a pas hésité à mener une répression violente contre celles et ceux qui descendent dans la rue. Ces mobilisations ne sont ni un fait isolé, ni une réaction momentanée: elles sont le résultat cumulé de décennies d'oppression politique, d'exploitation économique, de violence patriarcale, de répression systématique et de déni des droits. Ce sont des luttes qui naissent

de la base, de la vie quotidienne étouffante, de celles et ceux qui ne peuvent et ne veulent plus continuer à survivre en silence.

En haut, les gouvernements et les puissances évaluent la situation d'un point de vue géopolitique. Ils calculent les avantages, les équilibres régionaux, les voies d'approvisionnement énergétique, les alliances opportunes. En haut, le crime est normalisé, justifié ou dissimulé sous des discours de «stabilité», de «sécurité» ou de «réalisme politique». En haut, même celles et ceux qui se présentent comme des ennemies du régime iranien n'hésitent pas à légitimer le massacre, lorsque celui-ci sert leurs intérêts.

En bas, en revanche, le peuple iranien lutte pour la vie

En bas, il y a les femmes qui défient quotidiennement le contrôle patriarcal.

En bas, il y a les travailleurs et les travailleuses appauvries par les politiques néolibérales.

En bas, il y a les dissidences sexuelles, les minorités religieuses, les peuples opprimés, celles et ceux qui vivent dans les banlieues touchées par la crise de l'eau, du logement et de l'emploi.

En bas, il y a celles et ceux qui sont descendues dans la rue à maintes reprises, souvent les mains vides, sans organisations étendues – détruites par la répression – et qui ont pourtant progressé plus loin que n'importe quelle opposition institutionnelle.

Nous dénonçons fermement la manipulation externe de ces manifestations. Aucune puissance étrangère, aucun gouvernement du

Le 28 février, les Etats-Unis et Israël ont mené une série de frappes contre l'Iran, faisant craindre un embrasement régional. "Quand nous aurons terminé, emparez-vous du pouvoir, ce sera à vous de le faire", a affirmé Donald Trump dans un message vidéo. L'ironie d'un président qui lâche ses hommes de main sur sa propre population, tout en reprochant à l'Iran la répression des manifestations n'est perdue pour personne! La situation sur place aura sans doute changé dramatiquement entre le moment où l'article ci-dessous a été écrit et celui où vous allez le lire, mais quoi qu'il arrive, son appel à solidarité avec le peuple iranien reste à l'ordre du jour.

Nord, aucun projet impérialiste n'a le droit d'utiliser la souffrance du peuple iranien comme un pion sur son échiquier. Cette instrumentalisation non seulement déforme les luttes réelles, mais elle met en danger plus grand encore celles et ceux qui résistent, en les transformant en prétexte pour une répression encore plus brutale.

Nous réaffirmons le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination. La liberté ne s'exporte pas et ne se négocie pas entre États. Aucune intervention impérialiste n'a jamais apporté justice ni dignité aux peuples qu'elle prétend «libérer». L'histoire nous l'enseigne, et les ruines laissées dans leur sillage le confirment à maintes reprises.

Il y en a qui, de l'extérieur, regardent vers le haut et non vers le bas: qui justifient le régime iranien au nom d'un prétendu anti-impérialisme, ignorant que ce même régime applique à son peuple des logiques d'occupation, d'apartheid, de pillage et de néolibéralisme; et qui promeuvent des alternatives réactionnaires, autoritaires et dépendantes, qui promettent le salut tout en reproduisant la domination.

Ce sont de fausses oppositions. Le haut contre le haut. Le pouvoir contre le pouvoir. En bas, le peuple est pris au piège entre deux forces qui se disent opposées, mais qui agissent de concert.

Notre position est claire: nous ne sommes pas avec les gouvernements, nous sommes avec les peuples. Pas avec les États, mais avec celles et ceux qui résistent. Pas avec

les élites, mais avec celles et ceux qui luttent pour vivre.

Aujourd'hui, alors que le peuple iranien est confronté à la coupure des communications, à l'état d'urgence et à la militarisation de la vie quotidienne, nous appelons à écouter les avertissements de nos *compañeras* et *compañeros* zapatistes: la tempête est mondiale; celles et ceux qui pensent qu'elle ne les concerne pas, qu'elle ne les touche pas, se trompent. Face à cette tempête, il n'y a ni sauveurs ni solutions venant d'en haut. Ce qu'il y a, c'est la possibilité – urgente – d'unir les luttes d'en bas, de nous reconnaître dans le destin commun de celles et ceux qui résistent au capital, à l'impérialisme et à toutes les formes de domination.

Nous tendons la main au peuple iranien

Non pas pour le mater.

Non pas pour parler en son nom.

Mais pour lui dire: vous n'êtes pas seul·es.

Parce que la lutte en Iran est aussi la lutte pour la vie partout ailleurs. Et parce que ce n'est qu'en partant d'en bas, ensemble, que nous pourrions affronter la tempête et imaginer le jour après.

De différents endroits en résistance et en rébellion dans le monde,

Armée zapatiste de libération nationale

Janvier 2026

* Vous trouverez l'appel ainsi que la liste complète des signataires sur:

<<https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2026/01/29/declaracion-de-colectivos-du-reseau-europa-zapatista-pour-la-vie-et-la-dignite-du-peuple-iranien/>>. Pour vous joindre à nous, veuillez écrire à [andecaracion.iran\(ches\)gmail.com](mailto:andecaracion.iran(ches)gmail.com).

n'a eu lieu. Visiblement soulagé par cette décision et plein d'énergie, Hvorecký s'est montré prêt, en décembre 2025, à guider un petit groupe d'intéressé·es à travers la scène culturelle de Bratislava et à leur en dire plus sur la crise et l'opposition en Slovaquie.

Cinéma d'art et d'essai plutôt que fascisme

Depuis la gare centrale de Bratislava, un bâtiment massif datant de l'époque tchécoslovaque, des routes très fréquentées mènent au Pistoriho Palác. Construit dans les années 1890 par le pharmacien Felix Pisztory, ce magnifique édifice historique était devenu, au 20^e siècle, le centre des forces national-socialistes qui y avaient préparé la Shoah. En Tchécoslovaquie, le Pistoriho Palác abritait un musée Lénine où tous les enfants étaient entraînés à l'époque, y compris Michal Hvorecký. Aujourd'hui, l'écrivain vit dans le quartier et se réjouit que ce monument national soit devenu un centre culturel vivant et accessible à tou·tes. Avec des expositions temporaires, un cinéma d'art et d'essai, un théâtre et une bibliothèque contenant des livres interdits en Union soviétique. Alors qu'il guide le groupe à travers une exposition de portraits colorés et inquiétants, devant des sculptures métalliques imposantes et à travers de magnifiques portes à battants, Hvorecký raconte: «*J'aime être ici. J'ai vécu toute ma vie à Bratislava. Même si ce n'est pas toujours facile ici.*»

Le Pistoriho Palác est la première étape de la visite guidée à travers la Bratislava rebelle. C'est là que le groupe rencontre Jozef Bátora, politologue slovaque et ami de Hvorecký. Bátora reproche au gouvernement Fico la «*lente orbánisation*» du pays. Face à cette évolution, des lieux tels que le Pistoriho Palác font figure de villages gaulois. Ces institutions culturelles indépendantes peuvent continuer d'exister parce qu'elles sont financées au niveau communal. Tout comme son homologue à Budapest, le maire de Bratislava n'est pas favorable aux politiques autoritaires. Matúš Vallo se montre partisan de la Pride Parade et de la protection du climat. Jozef Bátora et Michal Hvorecký semblent un peu fiers lorsqu'ils ajoutent que Vallo n'est pas seulement un bon maire, mais aussi un architecte et un musicien de rock connu.

Un caméléon politique

Jozef Bátora doit remonter loin dans le temps pour raconter l'histoire du Premier ministre Robert Fico et des nombreux rebondissements de sa carrière. Il apparaît clairement que le programme politique de cet homme politique populiste est insaisissable. Il a toujours su tirer parti de la situation, tel un caméléon politique: social-démocrate dans les années 1990, partisan de l'UE au début du nouveau millénaire et, dans les années 2020, homme politique qui a conclu des pactes avec des groupes d'extrême droite et des opposants à la vaccination. Fico est également un influenceur à succès, même en dehors des

SLOVAQUIE

La culture plutôt que l'orbánisation – Résistance à Bratislava

Sous le gouvernement de Robert Fico, la Slovaquie connaît un tournant autoritaire. Mais la contestation de la société civile est forte. En décembre dernier, l'écrivain Michal Hvorecký proposait une visite guidée de la capitale rebelle. Une vingtaine de personnes du FCE y ont participé.

Quand on parle de la crise dans le pays, on ne peut pas éviter le nom de Robert Fico. Le Premier ministre slovaque a fait les gros titres avec sa ligne autoritaire, ces dernières années. Après avoir annoncé sa démission en 2018 à la suite des manifestations de la société civile, Fico est ressorti vainqueur des élections législatives de 2023. Le pays divisé par le coronavirus et la guerre en Ukraine semblait avoir pardonné ou oublié que Fico et l'ancien ministre de l'Intérieur Robert Kaliňák avaient été accusés de corruption. Et que le journaliste Ján Kuciak avait été assassiné en février 2018, après avoir révélé les

liens entre le gouvernement slovaque et la mafia italienne.

Le quatrième gouvernement de Fico adopte un ton amical envers Orbán et Poutine tout en intervenant dans les domaines de la justice, des médias et de la culture. Après que la ministre de la Culture Martina Šimkovičová eut brusquement licencié le directeur du Théâtre national slovaque et la directrice de la Galerie nationale slovaque, l'écrivain Michal Hvorecký s'est également immiscé bruyamment dans le débat et a qualifié Šimkovičová de néofasciste dans le journal *Denník N*. Šimkovičová a porté plainte, mais aucun procès

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:

St Hippolyte, F-04300

Limans

Tél: 33 (0)4 92 73 05 98

fr@forumcivique.org

Autriche

Löbnig 16

A-9135 Eisenkappel/Zelesna Kapla

Tél: 43 (0)42 38 87 05

at@forumcivique.org

Allemagne:

Ulenkrug, Stubbendorf 68

D-17159 Dargun

Tél: 49 (0)39 959 23 881

de@forumcivique.org

Suisse:

Boîte postale 1115,

CH-4001 Bâle

Tél: 41 (0)61 262 01 11

ch@forumcivique.org

Ukraine:

vul. Borkanyuka 97,

UA 90440 Nizhne Selishche

Tel: 00380/31 42 512 20

ua@forumcivique.org

Mars 2026 - Nr. 3456 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490

Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

grandes villes. «*Il sait comment parler aux gens de la campagne*», explique Bátora.

Selon Bátora, Fico et ses collègues du parti sont animé·es par deux motivations: d'une part, échapper à la prison et, d'autre part, faire revivre les anciennes «*structures mafieuses oligarchiques*». Fondamentalement, le gouvernement Robert Fico IV suit une ligne nationaliste: la Slovaquie d'abord. En septembre 2025, une modification constitutionnelle a été adoptée qui place le droit slovaque au-dessus du droit européen. Bien qu'une sortie officielle de l'UE ne soit pas prévue, elle est mise en pratique sur le plan juridique et politique – une approche que l'on connaît chez Orbán. Selon Bátora, la situation géopolitique instable favorise encore davantage la «*situation pathologique du pays*».

Une lutte culturelle incessante

Michal Hvorecký conduit le groupe devant plusieurs façades mouillées par la pluie jusqu'à un cimetière juif souterrain, le mémorial Chatam Sofer. En chemin, il souligne une nouvelle fois l'importance de la société civile slovaque. Après que la ministre de la Culture Martina Šimkovičová eut porté plainte contre lui, une pétition a immédiatement circulé: s'il comparaissait devant le tribunal, tous ces citoyen·nes voulaient également y comparaître. Car iels partageaient son opinion: la ministre de la Culture était une néofasciste. Des milliers de personnes ont signé la pétition. «*Cela m'a donné beaucoup de courage et de force pendant cette période difficile*», raconte Hvorecký.

La visite des monuments nationaux et des sites culturels de Bratislava montre clairement que la culture et la politique ont toujours été étroitement liées en Slovaquie. Selon Hvorecký, la population slovaque a

toujours été dépourvue de conscience aristocratique et pleine de scepticisme à l'égard des autorités. Elle s'est encore plus politisée dans son opposition au gouvernement autoritaire de Vladimír Mečiar dans les années 1990. En 2018, elle a finalement organisé les plus grandes manifestations depuis la fin du bloc de l'Est.

En tant qu'écrivain et journaliste très actif, Hvorecký remarque également, lors des manifestations, la forte présence d'une scène culturelle indépendante en Slovaquie, sans doute une source d'irritation particulière pour le nouveau gouvernement et en particulier pour la ministre de la Culture Martina Šimkovičová. C'est pourquoi le financement de la scène alternative sera presque entièrement supprimé en 2026. «*Nombres d'initiatives et de collectifs – en particulier dans l'est du pays où le travail est particulièrement difficile – sont menacés dans leur existence même*», explique Hvorecký, «*certains vont probablement cesser leurs activités – ou émigrer*». Outre la crise politique et économique, l'émigration est un autre problème de la Slovaquie.

Les trolls du capitalisme

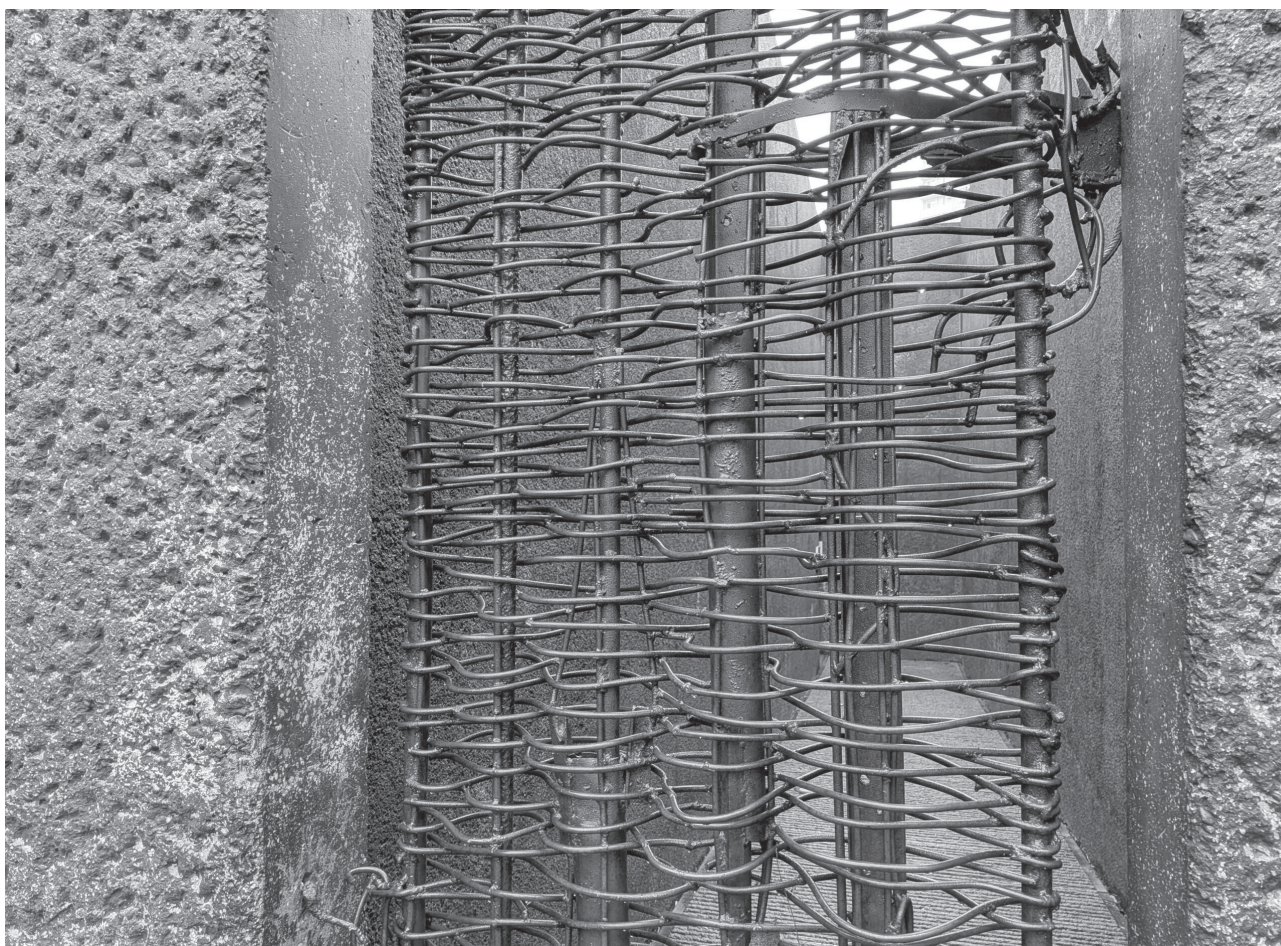
Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que Michal Hvorecký écrive souvent des romans dystopiques sur la société. L'un d'eux s'intitule *Troll* et raconte l'histoire d'une armée de trolls qui dominent Internet. *Eskorta* suit quant à lui un jeune homme surveillé par les services secrets tchécoslovaques. Il s'enfuit, revient à Bratislava des années plus tard et se retrouve confronté au capitalisme effréné. Le socialisme réel et le capitalisme effréné sont des idéologies marquantes en Slovaquie. Il y a 15 ans, le pays était encore un miracle économique, surnommé le «*tigre des*

Carpates». «*À l'époque, les gouvernements néolibéraux avaient déclaré: d'abord, nous allons devenir riches, ensuite nous nous occuperons de l'éducation et de la culture. On a sous-estimé le travail démocratique. Nous en voyons aujourd'hui les conséquences.*» Parmi celles-ci, on peut citer le fait qu'une ministre de la Culture telles que Martina Šimkovičová utilise des lois datant de l'époque socialiste et s'empresse de *hacker* la culture, ajoute Hvorecký avec une métaphore technologique.

À la fin de la visite guidée de Bratislava, qui passe devant des monuments culturels, des graffitis et d'anciens bâtiments socialistes, les participant·es se retrouvent devant le pont du Soulèvement national slovaque. Plus de 400 mètres d'infrastructure sont suspendus à des câbles d'acier, surmontés d'un restaurant panoramique en forme d'OVNI. «*Le pont est controversé, car il divise la ville en deux.*» Ce n'est pas un mauvais point de départ pour parler de l'ambiance sociale en Slovaquie. «*La population croit de moins en moins en la démocratie*», explique Hvorecký, avant d'ajouter: «*Il faudra des décennies pour réparer ce qui est détruit ces dernières années au sein de la culture slovaque.*» Mais il sourit ensuite et rappelle sa petite victoire sur Šimkovičová. Tant qu'il existera une société civile aussi forte et des médias indépendants et critiques tels que *Denník N*, les politicien·nes telles que Šimkovičová devront continuer à accepter d'être traités de fascistes.

Fabian Lutz*

* Fabian Lutz fait partie de la rédaction de Mosaik (plateforme indépendante autrichienne dédiée à l'analyse politique, aux reportages et aux débats) depuis 2025, travaille comme journaliste culturel indépendant et s'intéresse particulièrement aux actions et utopies queer-féministes. Il nous a remis cet article pour Archipel.



Porte d'entrée du mémorial Chatam Sofer. Photo: Fabian Lutz, 2026

La centralisation de la Syrie

Les libertés des Kurdes sont-elles sacrifiées au profit de la centralisation de la Syrie? Bien que le gouvernement d'Ahmed al-Sharaa et les Forces démocratiques syriennes (FDS) kurdes aient convenu d'un nouveau cessez-le-feu, les combats et les tensions se poursuivent dans le pays. Tel était l'état des choses au moment de la rédaction de cet article, le 21 janvier¹, mais celui-ci reflète également la tendance au-delà de cette date. Nous en avons rencontré l'auteur à Bâle lors de la présentation du projet Al Beyt².

Malgré l'accord conclu mardi entre le gouvernement d'Ahmed al-Sharaa et les Forces démocratiques syriennes (FDS) kurdes sur un nouveau cessez-le-feu, les affrontements internes et les tensions se poursuivent dans le pays.

Les FDS ont appelé à une mobilisation générale des Kurdes pour défendre leurs territoires face aux offensives militaires du gouvernement qui cherche à consolider son pouvoir en Syrie.

Des semaines de combats ont vu les forces armées gouvernementales progresser dans les quartiers à majorité kurde de Cheikh Maqoud et d'Achrafieh à Alep, entraînant le déplacement forcé de plus de 100 000 civils. Cela a culminé avec la prise par les forces gouvernementales de larges portions des provinces de Deir ez-Zor et de Raqqa, à la suite du retrait des FDS.

L'offensive militaire de Damas à Alep, ainsi que dans d'autres zones contrôlées par les FDS, est intervenue après l'expiration du délai du 31 décembre 2025 prévu par l'accord du 10 mars 2025. Parrainé par Washington entre le président syrien par intérim Ahmed al-Sharaa et Mazloum Abdi, chef des FDS, cet accord visait à intégrer les branches civile et militaire des FDS dans l'État. Cependant, l'impasse politique a persisté.

De plus, l'escalade militaire a eu lieu seulement deux jours après une réunion à Damas entre les autorités syriennes et les FDS, à laquelle assistaient des militaires américains. Il est clair que, pendant les négociations en cours, les autorités syriennes élaboraient un plan visant à lancer d'abord une opération militaire à Alep, puis à l'étendre à d'autres zones contrôlées par les FDS. Elles ont mobilisé diverses tribus arabes – en contact avec al-Sharaa depuis un certain temps – à Deir ez-Zor et à Raqqa afin de préparer une offensive générale contre les FDS.

Tout cela s'est fait avec le soutien de la Turquie, ainsi qu'avec le feu vert de Washington.

Incertitudes

Le cessez-le-feu initial du 18 janvier et l'accord en 14 points prévoyaient l'entrée des forces armées syriennes dans le nord-est du pays et l'intégration des FDS dans l'armée nationale. Cela n'a toutefois pas empêché l'escalade militaire du gouvernement.

Un nouvel accord a été conclu mardi 20 janvier. L'Agence arabe syrienne d'information (SANA) a annoncé que les forces armées gouvernementales syriennes n'entreraient pas dans les centres des villes d'al-Hasakah et de Qamichli, et qu'elles resteraient en périphérie. Damas a également déclaré que les

forces militaires syriennes n'entreraient pas dans les villages kurdes et qu'aucune force armée autre que des forces de sécurité locales issues des habitant·es de la région n'y serait présente.

En outre, selon la SANA, Abdi devrait «proposer un candidat issu des FDS au poste de vice-ministre de la Défense, ainsi qu'un candidat au poste de gouverneur de Hassaké, des noms pour une représentation parlementaire et une liste de personnes à employer au sein des institutions de l'État syrien». Cependant, de nombreuses incertitudes subsistent quant à la viabilité de ces accords et à leur mise en œuvre.

Dans le même temps, la situation dans le tristement célèbre camp d'al-Hol, à Hassaké – qui abrite des familles et des affiliés de l'État islamique (EI) – suscite une véritable inquiétude, avec des informations alarmantes faisant état de l'évasion de centaines de membres de l'EI.

Soutiens étrangers

Alors que les États-Unis (avec la France) œuvraient officiellement à la désescalade des tensions entre les deux acteurs et malgré leur partenariat de longue date avec les FDS dans la lutte contre l'État islamique, Washington n'a exercé aucune pression significative pour mettre fin aux actions militaires du gouvernement syrien.

En réalité, les États-Unis sont devenus un soutien important des nouvelles autorités au pouvoir, comme en témoignent les multiples rencontres entre Trump et al-Sharaa, ainsi que la levée des sanctions Caesar en décembre 2025. De son côté, Ankara fait pression sur les FDS pour qu'elles se dissolvent et s'intègrent à l'armée syrienne. Il convient de noter que la Turquie considère ce groupe comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'elle classe comme organisation terroriste. Les responsables turcs ont réitéré à plusieurs reprises, depuis le début de l'offensive militaire du gouvernement syrien, leur volonté de combattre les forces kurdes syriennes aux côtés de l'armée syrienne.

Depuis la chute du régime Assad, la Turquie est devenue l'un des acteurs régionaux les plus importants en Syrie, en particulier dans le nord du pays. En soutenant les autorités syriennes dominées par Hayat Tahrir al-Cham (HTC), Ankara a consolidé son influence sur le pays.

Outre la pression pour le retour des réfugiés syriens et la volonté de tirer profit des opportunités économiques offertes par la reconstruction, l'objectif principal de la Turquie est d'empêcher les aspirations kurdes à l'autonomie – perçues comme une menace pour la sécurité nationale – et de démanteler l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES).

Faiblesses

En quelques jours seulement, les autorités syriennes au pouvoir ont conquis les deux tiers des territoires contrôlés par les FDS. Au-delà des aspects géostratégiques immédiats, cette avancée rapide met également en évidence les limites du projet politique de l'AANES auprès des populations non kurdes, en particulier arabes. Au fil des années, des segments de la population arabe ont protesté contre les discriminations, des pratiques «sécuritaires» ciblées, l'emprisonnement d'activistes, ainsi que l'absence de véritable représentation au sein des institutions de l'AANES.

Plutôt que de chercher à élaborer des stratégies visant à obtenir le consentement des classes populaires arabes dans les zones sous leur contrôle, les dirigeants des FDS ont collaboré avec des chefs tribaux pour gérer les populations locales. Or, ces chefs tribaux sont connus pour changer d'allégeance en fonction des acteurs politiques les plus puissants du moment et pour se concentrer sur la défense de leurs propres intérêts matériels. À mesure que le rapport de forces évoluait en faveur de Damas, les chefs tribaux ont suivi le mouvement.

Par ailleurs, la confiance mal placée de la direction des FDS dans la poursuite du soutien américain, ainsi que son manque d'intérêt pour la construction d'alliances politiques plus larges et plus profondes avec les forces démocratiques et progressistes du pays, ont affaibli la pérennité de son projet politique. La Turquie a également bombardé hier soir des zones de Qamichli, et il est largement admis qu'elle a fourni une assistance logistique importante lors des dernières opérations militaires.

Centralisation du pouvoir

En définitive, la récente offensive militaire menée par les forces armées du gouvernement doit être comprise comme s'inscrivant dans la continuité de la tentative des élites dirigeantes syriennes actuelles de centraliser le

ABONNEMENT

- ☐ Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- ☐ Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- ☐ Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johannis-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

pouvoir et de rejeter toute voie plus inclusive pour l'avenir de la Syrie.

C'est le cas depuis la chute d'Assad. Dans les mois qui ont suivi, de graves violations des droits humains ont été commises sous la direction d'Ahmed al-Charaa, notamment les massacres de populations alaouites et druzes sur la côte et à Soueïda. Parallèlement à ces attaques, les autorités au pouvoir ont également cherché à restreindre les droits et libertés démocratiques.

En outre, les autorités dirigeantes et leurs soutiens sont accusés de tenir un discours agressif à l'encontre des Kurdes et des FDS, avec de nombreuses allégations de racisme marqué et de violations des droits humains commises par les forces gouvernementales et des groupes armés qui leur sont affiliés.

Par exemple, le ministre syrien des Affaires religieuses (Awqaf), Mohammad Abou al-Khayr Choukri, a publié une directive religieuse appelant les mosquées de tout le pays à célébrer ce qu'il a qualifié de «*conquêtes et victoires*» des forces alignées sur Damas dans l'est de la Syrie, et à prier pour le succès des soldats de l'Armée arabe syrienne.

De plus, le fait qu'il ait spécifiquement encouragé la mention du verset 6 de la sourate Al-Anfal du Coran suggère une volonté de faire référence à la campagne militaire d'Anfal menée en 1988 par Saddam Hussein contre les Kurdes dans l'actuel Kurdistan irakien, campagne marquée par des attaques chimiques, des massacres de masse et des destructions à grande échelle. Malgré ce contexte particulièrement inquiétant, les dirigeants régionaux et internationaux ont continué à soutenir les autorités syriennes au pouvoir, légitimant et renforçant ainsi leur domination sur le pays.

Par conséquent, malgré l'octroi par al-Charaa de droits linguistiques, culturels et de citoyenneté à la population kurde de Syrie, ainsi que de postes officiels au sein de l'État, des craintes légitimes persistent.

La priorité absolue pour les forces progressistes et démocratiques en Syrie est aujourd'hui de mettre fin au bain de sang, de permettre le retour en toute sécurité des civils déplacés et de lutter contre les discours de haine et les pratiques sectaires dans le pays. L'avenir de la Syrie est en jeu. En effet, les nouvelles autorités dirigeantes ont montré que leurs projets ne constituent pas une rupture radicale avec les pratiques autoritaires de l'ancien régime.

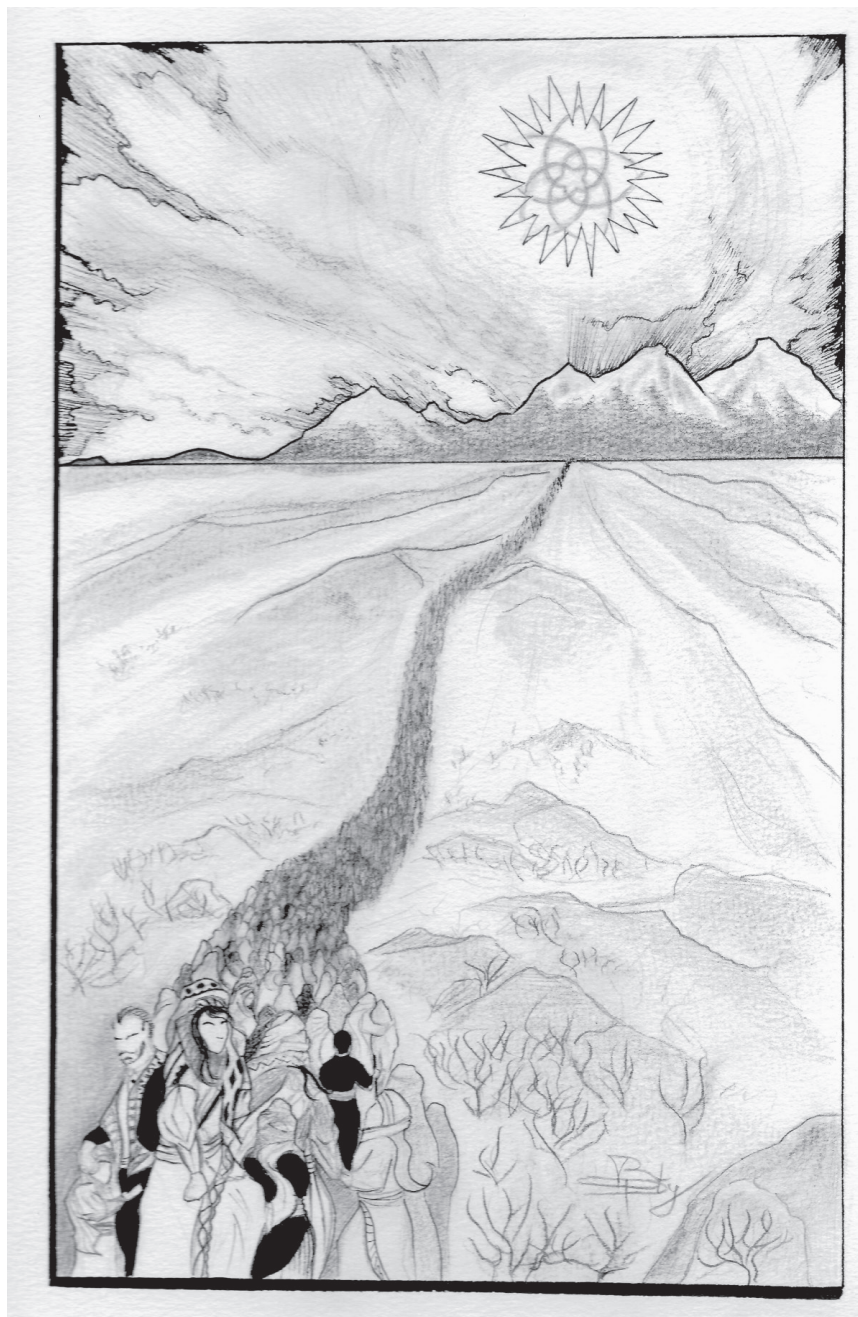
Aucun plan de représentation politique démocratique et inclusive, ni de partage du pouvoir, n'est actuellement proposé par Damas. Tous les Syriens et Syriennes aspirant à la démocratie, à la justice sociale et à l'égalité devraient s'inquiéter de ces dynamiques et lutter contre elles de toutes leurs forces.

Joseph Daher*

1. Publié dans *The New Arab*, 21 janvier 2026 <<https://www.newarab.com/opinion/should-kurdish-free-dom-be-sacrificed-syrias-centralisation>>.

2. Voir Archipel N°353, «*Al Beyt, un lieu culturel et solidaire à Damas*», décembre 2025.

* Joseph Daher est docteur en science politique et enseigne à l'Université de Lausanne, en Suisse, ainsi qu'à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie, où il participe au projet de recherche *Syrian Trajectories: Challenges and opportunities for peacebuilding*. Il a produit de nombreux rapports et articles sur l'économie syrienne et, en 2019, il signe *Le Hezbollah. Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse).



Expulsion des Kurdes, Basile Poty, février 2026

SUISSE

Demi-tarif contre l'isolement – Crowdfunding 2025

La mobilité aide contre l'isolement. Mais la mobilité est chère, très chère – trop chère. C'est pourquoi nous récoltons de l'argent pour la 5^e fois afin d'acheter des demi-tarifs pour les personnes déboutées de l'asile, les sans-papiers et les requérant-es d'asile.

L'objectif: au moins 400 abonnements demi-tarif pour l'année 2026.

Les personnes déboutées de l'asile et les requérant-es d'asile doivent souvent vivre dans des camps isolés, n'ont pas le droit d'exercer un travail salarié et ne reçoivent qu'un soutien financier minimal. Cela isole et démoralise. La mobilité aide contre cet isolement. Mais l'argent ne suffit pas pour acheter des billets de transports publics. Un abonnement demi-tarif peut faire une différence décisive.

Un abonnement demi-tarif permet d'entretenir plus facilement des relations, de participer à des rencontres, de faire du sport ou d'assister à des manifestations culturelles ou politiques. Les personnes déboutées de l'asile et les sans-papiers peuvent en plus s'identifier sans risque avec le *SwissPass* lorsqu'elles veulent entrer dans un local ou un club. En bref, cela signifie plus d'autodétermination et plus de liberté de mouvement.

Chaque contribution compte. Merci beaucoup!

Soliticket

Compte bancaire
Soliticket
3027 Bern
CH69 0900 0000 1610 8622 2
Référence: Demi-tarif contre l'isolement

Hommage aux habitant·es d'Al-Mugayyir

Côtoyer pendant quelques mois une communauté palestinienne assaillie par les colons et l'armée israélienne. Assister à leur joie, leur peine et leur volonté de résistance. Faire vivre la solidarité internationale chez ceux qui semblent avoir été abandonné·es par le monde entier.

Nous voilà à Al-Mugayyir, village palestinien entre le Jourdain et les collines de Cisjordanie. Nous retrouvons sur place un des membres palestiniens d'ISM (*International Solidarity Movement*), qui coordonne l'arrivée de volontaires internationaux auprès de communautés menacées par la colonisation. Il nous accueille avec un grand sourire et son absurde expression favorite: «*Welcome to Texas*». C'est vrai que c'est un peu le Far West ici...

Sur la route vers le village, l'oppression est visible, pesante. Entre *check-points* et colonies, nous circulons sur des routes encadrées par des allées de drapeaux israéliens («*Ils savent que cette terre n'est pas à eux*», nous dira un ami, «*alors ils tentent de se l'approprier en la couvrant de drapeaux*»). Le bus dans lequel nous circulons a été traversé par une balle israélienne. Le chauffeur a dessiné une fleur autour du trou, tentative d'embellissement des traces de l'horreur.

Nous nous rendons à Al-Khalayel, ou nous allons résider. On est vite mis dans le bain par un bref historique du lieu: déjà chassées de leur lieu d'origine par la colonisation, les familles s'y sont installées ces dernières années, espérant continuer à vivre de l'élevage traditionnel. Mais le sionisme les a vite rattrapés. Un «avant-poste» (début de colonie) s'est installé sur la colline. En apparence, rien de très impressionnant, un grand mât équipé d'un drapeau élimé (on prendra d'ailleurs plaisir à voir les éléments le détruire, jour après jour) et un container posé à côté. Il ne s'agit même pas de la maison des colons, mais seulement d'un entrepôt. Depuis ce jour, les familles ont subi de nombreuses attaques particulièrement violentes, entre intrusion de colons le jour et la nuit, tabassage des habitant·es, jets de pierre et incendies, ouverture des réservoirs d'eau et vol des terres. Conséquence de cet acharnement: la moitié des familles ont déjà pris la difficile décision de quitter leur terre et partir vivre ailleurs. Depuis chaque localisation, nous voyons au moins trois maisons abandonnées. Ainsi s'effectue la colonisation du Jourdain à la mer: les habitant·es sont harcelé·es et chassé·es petit à petit par des colons suréquipés, s'organisant avec leur État illégitime installé là en 1948 par la Société des Nations (SDN). Nous rappelons qu'à cette époque, seuls des pays colonisateurs étaient représentés à la SDN et que ceux-ci n'ont depuis pas cessé de soutenir Israël, États-Unis en tête.

Notre vie d'internationaux à Al-Khalayel

Elle est faite de hauts et de bas. Certaines journées sont festives et prennent l'allure de réunions de famille. Nos journées sont rythmées par le thé que nous ingurgitons par litres (avec des kilos de sucre), par les repas tou-

jours incroyables en saveur et en abondance, par les parties de football et de volley qui rassemblent les familles, des vieillards aux jeunes enfants. On rit, on mange, on boit et on serait tenté·es d'oublier l'oppression! Puis la situation change d'un instant à l'autre: l'armée est sur la colline, on entend des coups de feu, les colons sont dans les oliviers...

La colonisation prend de multiples formes. Les Palestiniens ne peuvent pas accéder à leur champs d'olivier pour en faire la récolte. Depuis plus d'un an, les camps de Jenin, Tulkarem et Nur Shams sont sous siège militaire. Personne ne peut y entrer, sous peine de se faire tirer dessus. Ce sont 40.000 personnes qui sont déplacées et régulièrement, l'armée donne des espoirs de fin de siège, toujours déçus. Le siège continu, les démolitions à l'intérieur continuent. L'objectif de cette opération est d'attaquer et d'essayer de détruire la résistance forte et combative qu'abritaient ces camps. Malgré les attaques, les habitant·es des camps continueront de résister: «*Je suis très fière d'être du camp de Tulkarem. Ils nous attaquent parce qu'ils savent que nous*

sommes unis et que la résistance est forte. Ils nous ont déplacés pour briser la communauté. Mais nous reviendrons et nous reconstruirons. Et un jour, nous retournerons sur nos terres de 1948.»

Nous observons le colonialisme pastoral: se découvrant éleveur·euses, iels utilisent les troupeaux comme une arme de destruction. Les bergers sont souvent de très jeunes Israéliens, enrôlés dès le plus jeune âge dans des groupes tels que *hilltop youth*, groupe connu pour installer des avant-postes illégaux et mener le harcèlement violent contre les Palestiniens. Leur politique est celle de l'intimidation et de la destruction: ils font pâturer les oliviers pour ruiner toute possibilité de récolte, cassent les clôtures et les murets quand ceux-ci leur font barrage et s'approchent chaque jour un peu plus des maisons en espérant une réaction violente de la part des habitant·es. Leur action devient vite routinière: le berger descend de l'avant-poste vers 8h, arrache la clôture des oliviers vers 9h et laisse les moutons entrer. Si la famille réagit, ils appellent l'armée en renfort. Les familles se retrouvent limitées à filmer l'intrusion, et nous avec elle, afin d'éviter une escalade. Lors de notre séjour, des camarades ont tenté de bloquer un berger pacifiquement, l'armée est venue les chercher le matin même et a déporté deux d'entre eux, en les accusant de violence envers un enfant et d'empoisonnement. On a l'impression de rester bras ballant devant ces jeunes aux têtes enfantines, utilisés comme outils dans le processus de nettoyage ethnique de la Palestine.

Conséquence de cet acharnement pastoral, les familles d'Al-Khalayel, qui sont éleveuses, ne peuvent plus pâturer leur propriété comme



De la collection « Je suis toujours vivant », encres sur papier, Maisara Baroud, 2023

avant. La plus grande partie de leur terre est à présent inaccessible et faire pâturer les troupeaux risque toujours de déboucher sur une confrontation avec les colons. La famille se voit contrainte d'acheter de coûteux aliments pour leurs animaux, là où l'élevage extensif les faisaient vivre depuis des générations. Les alentours du campement se retrouvent donc surpâturés, et les dégâts écologiques succèdent aux blessures du déracinement. Le changement est également profond dans leur habitat: si à notre arrivée leur lieu de vie était un espace ouvert à l'extérieur, la pression des colons les oblige petit à petit à fermer leur espace. La dernière construction est une clôture en barbelé entourant le campement, dans un maigre espoir d'empêcher les intrusions.

La nuit est occupée par des rondes nocturnes. Les internationaux se relaient avec les *shébab*s (jeunes en arabes) pour éclairer les collines avec des lampes. Les attaques de nuit sont courantes: lors de l'une d'elles, 7 colons sont entrés dans une maison et ont blessé la matriarche, Umm Hamam ainsi que Rizik, jeune de 13 ans, et 3 activistes présentes. Une autre fois, nous trouverons une personne seul au sommet de la colline en début de nuit, puis deux autres sur la colline de l'autre côté. Nous sommes pris en tenaille. Aussitôt, les jeunes du village entrent en action, se dispersent pour trouver les autres colons, bloquent les chemins avec des pierres et allument de grands feux sur les collines pour montrer que nous sommes nombreux/ses. Finalement des rafales d'armes automatiques retentissent à plusieurs reprises, depuis la direction des deux colons, puis le calme revient et nous voyons les assaillants s'en aller. Personne n'aura été blessé cette fois, la réactivité des jeunes palestiniens empêchant la situation de dégénérer. Si nous nous en sortons cette fois-ci avec plus de peur que de mal, ce genre d'attaque fait partie de la stratégie coloniale: il s'agit de créer un environnement insécurisant, où même dans son lit, on ne peut être sûr d'être en sécurité.

L'objectif: l'épuisement des communautés

Entre une situation économique difficile et leurs responsabilités familiales, les jeunes auraient mieux à faire que de passer la nuit à surveiller les colonies. Mais la détermination se lit sur leur visage le soir au coin du feu: cette terre est palestinienne, et malgré les souffrances, rien ne les fera partir. Leur détermination, leur résilience et leur esprit de résistance, malgré l'évident déséquilibre du rapport de force impose le respect. Ils écrivent d'ailleurs:

«Al-Mughair n'est pas qu'un point sur une carte...

Al-Mughair est un poulx qui refuse de s'éteindre.

En elle, la douleur n'est pas vaincue, mais apprend à se transformer en dignité.

Al-Mughair a beaucoup souffert, mais elle n'a pas cédé.

Elle a beaucoup pleuré, mais elle n'a jamais perdu son sourire.

Elle a appris à panser ses plaies avec des fils de patience et à semer l'espoir sur une terre qui connaît bien la douleur.»

Une autre invention israélienne destinée à faciliter le nettoyage ethnique de la région est la CMZ, acronyme pour «zone militaire fer-

mée». Avec cet outil, l'armée peut demander le départ des habitant·es palestinien·es ou des activistes internationaux uniquement, ce qu'elle fera beaucoup à Al Khalayel. Chaque fois qu'une zone militaire fermée a été déclarée, la colonie en faisait également partie. Pour autant, les colons n'ont jamais été inquiétés, et sont les premiers à avertir l'armée dès qu'ils voient des internationaux. Il est courant de se faire survoler par des drones envoyés par les colons pour nous trouver.

Les raids militaires au village sont quasi quotidiens et toujours dévastateurs, entre arrestation arbitraire, tir à vue dans les bâtiments et réquisition de maisons soi-disant à des fins militaires. Lors de notre séjour, un de ces raids coûtera la vie à Muhammad, 14 ans, abattu par un soldat. Le lendemain, les colons harcelèrent les funérailles et l'armée empêchera certaines personnes de s'y rendre. A chaque incursion militaire, nous tremblons pour nos ami·es palestinien·es qui risquent blessures, viols et tortures en prison.

En ce qui nous concerne

L'armée aura fini par nous capturer un dimanche matin, après avoir présenté un énième avis de fermeture de la zone, et demandé aux familles de s'en aller. L'ennui de la semaine d'emprisonnement n'était pas grand chose comparé à la peur des familles de devoir quitter leur lieu de vie.

Et en prison aussi, nous n'avons pas cessé de jouir de nos privilèges de blanc·hes, entre les co-détenu·es palestinien·es qui souffraient de nombreuses blessures après s'être fait tabasser par les gardiens, et les travail-

leur·euses migrant·es dont nous avons partagé les cellules, qui ont subi le racisme de la société israélienne. Israël vient d'ailleurs d'acter la possibilité d'utiliser maintenant la peine de mort sur les prisonnier·es palestinien·es accusé·es d'avoir tué un citoyen israélien ou de terrorisme, accusation utilisée contre tout·e résistant·e palestinien·ne. Nous serons les 6^e internationaux déporté·es d'Al-Khalayel en moins de deux mois, dans une vaine tentative de l'État hébreux de vider, comme à Gaza, la Cisjordanie de tout·e observateur·trice international·e. 37 organisations ont également été interdites à Gaza et en Cisjordanie, dont Médecin Sans Frontières, car elles ont refusé de se plier à une nouvelle règle imposant de donner les noms de tous les travailleur·euses palestinien·es.

Cet État colonial a été fondé par nos empires coloniaux en 1948, il est désormais de notre devoir de soutenir la résistance des peuples opprimés en luttant contre la colonisation. De l'Ukraine à la Kanaky, du Kurdistan au Myanmar, partout où les peuples en résistance le demandent, faisons vivre la solidarité internationale! Pour la Palestine, cela peut impliquer de s'y rendre, par exemple avec ISM ou de se mobiliser là où nous sommes avec des organisations telles que *Boycott Désinvestissement Sanction*.

Camille et Théo*

* Theo s'est rendu en Palestine en décembre 2025 avec trois autres personnes afin d'y soutenir les agriculteur·trices. (Voir l'article «Agroécologie, colonisation et résistance», Archipel 355, février 2026, et la suite dans ce numéro.)

Il avait prévu de rester jusqu'à fin mars, mais a été expulsé vers la France quelques jours après son arrestation.

CISJORDANIE

Récit d'un voyage en Palestine: agroécologie et résistance

En cette fin d'année 2025, nous avons effectué un voyage de solidarité d'un mois et demi en Palestine afin de soutenir des paysan·es palestinien·es. Malgré l'ambiance lourde et affectée par le génocide à Gaza, la colonisation, l'apartheid et les guerres alentour, nous avons rencontré de nombreux projets inspirants menés par des Palestiniens. C'est ce foisonnement d'initiatives et leurs contextes difficiles que nous souhaitons partager. (2^e partie)

Dans le village de Bil'in, nous rencontrons Bilal, un grand bonhomme d'une trentaine d'années qui nous aborde en allemand. Il vit avec la famille de sa sœur qui nous accueille chaleureusement quelques jours dans leur maison. Bilal a vécu les 10 dernières années en Allemagne et nous raconte lors de discussions touchantes comment sa vie en tant que Palestinien est devenue un calvaire depuis le 7 octobre. Après avoir perdu son travail, harcelé par son voisin et éloigné de ses ami·es, il a décidé de rentrer en Palestine il y a seulement 6 mois. Il souffre toujours du racisme qu'il a subi en Allemagne mais se sent mieux depuis qu'il est de retour ici, malgré les conditions difficiles dans son village. Sa

famille était un des piliers de la lutte pacifiste contre le mur, et il nous fait mesurer l'horreur de la colonisation: toutes les familles du village ont perdu des membres, tué·es par les militaires; la plupart des hommes ont été emprisonnés et torturés.

Depuis quelques mois, le village comprend un nouvel habitant: un colon a élu domicile sur une colline toute proche. Nous le voyons descendre de chez lui en voiture, faire un tour dans la vallée, à grand renfort de klaxon et de gyrophares. Aussitôt, les gens sont en alerte, se rassemblent et scrutent l'arrivant de loin. L'imbécile n'est pas inoffensif, il a déjà tué plusieurs personnes, en toute impunité. C'est comme cela que la colonisation commence:

un israélien arrive et pose un mobile home quelque part. Il vole les animaux et effraye les locaux. L'embryon de colonie s'agrandit ensuite avec l'arrivée de nouvelles personnes. Les colons mettent en place des routes, des écoles, la connexion au réseau d'eau, ... Passé un certain stade, la colonie est «légalisée» par Israël (mais pas au regard du droit international) et l'État hébreu pousse l'ignominie jusqu'à donner des subventions aux personnes qui s'installent. Quand les colonies s'agrandissent, les maisons alentour reçoivent des ordres de démolition et les familles palestiniennes vivant là n'ont alors que deux choix: détruire eux-mêmes leur maison, ou attendre que l'armée la fasse détruire et leur fasse payer la facture. Plusieurs maisons du village ayant déjà reçu un ordre de démolition, on ne peut que s'inquiéter pour le futur de nos ami·es. C'est ainsi que la Palestine se fait grignoter par les intégristes, avec la bénédiction de l'État israélien qui leur fournit armes et protection militaire.

Nous passons ensuite une journée dans un village voisin où des jeunes ont monté une coopérative pour produire des légumes. Tout y est rationnel et productif, le groupe veut montrer qu'il est possible de produire beaucoup, sans pesticides, même sur ces petites parcelles très pauvres. Cela ne les empêche pas de travailler à la reproduction de semences anciennes; nous semons ensemble dans ce but des parcelles de blé avec des variétés originaires du Levant. Si la culture des céréales aurait sans doute de l'avenir dans la région, la récolte ne peut pas se faire à l'aide de machines: le bruit ne manquerait pas d'attirer les colons, qui les détruiraient. La parcelle que nous avons semée est d'ailleurs coincée entre une colonie et une future zone commerciale israélienne, dont le terrain est déjà clôturé.

C'est pendant les semis que nous rencontrons Saïd. Il est paysan de l'autre côté du mur de l'apartheid, dans ce que les Occidentaux

appellent Israël et que nos ami·es préfèrent appeler la «Palestine de 1948», en référence à la date à laquelle 700.000 Palestinien·nes en ont été expulsé·es. Il nous emmène dans sa ville, proche de Haïfa et de la frontière libanaise. C'est ici qu'ont été regroupées les familles palestiniennes expulsées des villages voisins lors de la création d'Israël. Saïd nous fait visiter les ruines d'un des nombreux villages détruits depuis l'occupation. Comme souvent, des arbres à croissance rapide ont été plantés sur le lieu, la forêt étant utilisée pour cacher le crime. Les restes des ruines ne sont visibles que si l'on cherche à les voir.

Pendant quelques jours, nous travaillons sur la ferme avec Saïd qui pratique l'agriculture syntropique: les légumes poussent entre les arbres, dont certains servent seulement à enrichir le sol de leur bois, dans un jardin qui grouille de vie. Saïd et sa mère se débrouillent pour faire fleurir leur oasis malgré les discriminations qu'ils subissent. Même avec un passeport israélien, iels n'ont pas les mêmes droits dans la pratique que les Juif/ves. Par exemple, iels ne peuvent pas commercialiser certains fruits tels que les mangues et les avocats, de même qu'ils n'ont pas le droit de posséder plus de trois ruches. Ici aussi, tandis que d'affreux immeubles résidentiels s'implantent à quelques kilomètres de là, iels ont l'interdiction de construire en dur sur leurs terres alors, comme en Cisjordanie, iels s'adaptent avec des structures en matériaux naturels et démontables.

En Israël, le régime d'apartheid se matérialise de différentes façons. Parfois, ces restrictions sont des lois qui s'appliquent à tout le monde mais dans la pratique, des dérogations sont accordées facilement, sauf aux Arabes. Un autre subterfuge est de créer des restrictions pour des raisons soi-disant «écologiques» dans des zones qui ne sont habitées que par des Arabes. Ces Israélien·nes qui sont appelé·es arabes musulman·nes, arabes chré-

tien·nes, druzes ou bédouin·es, facilement identifiables car ce nom est inscrit sur leur carte d'identité, sont en fait les descendant·es des Palestinien·nes qui sont resté·es à l'intérieur des frontières d'Israël en 1948.

Ainsi, des deux côtés du mur de séparation, l'occupation prend différentes formes et, même dans la «seule démocratie du Moyen Orient», l'apartheid est violent. L'eau est également un sujet d'inégalité: une seule compagnie a le monopole de l'approvisionnement en eau en Israël et les Arabes sont contraints de la payer beaucoup plus cher que les Juif/ves. Alors sur la ferme de Saïd, une fois de plus, la permaculture permet de contourner ces problèmes: on fait des buttes pour retenir l'eau, on couvre le sol et les arbres permettent de faire de l'ombre.

La dernière semaine de notre voyage, nous choisissons de la passer autour de Ramallah, pour revoir les différentes personnes que nous avons rencontrées lors de ce séjour. Nous sommes toujours accueilli·es avec le sourire et une générosité débordante. Nos nouveaux et nouvelles ami·es nous expriment l'importance de recevoir des visites dans cette situation désespérante et nous sommes toujours épaté·es par leur envie de s'engager vers un futur durable.

Au cours de ce voyage, nous avons eu de nombreuses discussions politiques. Toutes les personnes que nous avons rencontrées sont en colère contre l'Autorité palestinienne qu'elles estiment corrompue et complice d'Israël. Malgré les soutiens financiers de nombreux pays et d'ONG à la Palestine, peu d'argent arrive réellement jusqu'aux Palestinien·nes. Certain·es de nos ami·es estiment qu'il s'agit d'une politique volontaire visant à maintenir les gens dans des conditions de vie précaires pour qu'ils n'aient pas les moyens de résister et de remettre en cause la situation d'occupation qui profite à l'Autorité palestinienne.

Au cours de nos rencontres, certain·es nous ont aussi dit se sentir privilégié·es de ne pas être à Gaza ou dans un camp de réfugié·es. Certain·es estiment que cette situation «préservée» leur permet de théoriser une éventuelle paix et une coexistence avec les Juif/ves et se disent admiratif/ves que leurs proches de Gaza continuent à leur transmettre leurs projets et leurs envies de vie et de paix.

Les liens avec nos ami·es palestinien·nes sont forts et nous remarquons que nous sommes à peu près du même milieu: classe moyenne, ayant un peu voyagé, sensibles à la justice sociale, à l'écologie et convaincu·es de l'intérêt de l'agriculture écologique. Mais la comparaison entre nous s'arrête là: malgré leur situation «privilégiée» par rapport à d'autres Palestinien·nes, la plupart sont déjà passé·es par la prison et iels se savent constamment en danger (de retourner en prison, d'être expulsé·es de leur maison, de voir leur terre détruite, de perdre des ami·es ou d'être tué·e...). Iels ne se font pas d'illusion sur l'avenir et se préparent à subir le même sort que leurs voisin·nes de Gaza ou de Jénine. La reproduction des semences, l'autoproduction, l'agroécologie, les réseaux d'entraides, auxquels nous croyons pour des raisons humaines et écologiques, prennent ainsi une dimension profonde, celle de la survie et de la résistance.

Julie et Véra



Le chevalier caché, Ahmad Canaan